

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

**IDCC : 1597. – Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 10 DÉCEMBRE 2015
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
ET AUX PRIMES AU 1^{ER} MARS 2016
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : ASET1650237M
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Champagne-Ardenne ;
La CAPEB Champagne-Ardenne ;
La fédération Nord des SCOP du BTP ;
La FFIE Champagne-Ardenne,

D'une part, et

La SFR BTP CGT-FO ;
L'UR CFE-CGC ;
L'URCB CFDT ;
L'UR CFTC,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 « Indemnité de petits déplacements », 2.3 « Prime pour travaux occasionnels » et 2.4 « Outillage »,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment, non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 10 décembre 2015.

Afin de prendre en compte les conséquences de la loi NOTRe, les représentants des organisations représentatives d'employeurs et de salariés entendent faire converger à terme les différentes indemnités conventionnelles précédemment rappelées pour les régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace.

Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1^{er} mars 2016 :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1A (0 à 5 km)	9,30	1,60	1,20
1B (5 à 10 km)	9,30	2,25	1,75
2 (10 à 20 km)	9,30	4,04	2,92
3 (20 à 30 km)	9,30	6,44	4,22
4 (30 à 40 km)	9,30	8,30	5,28
5 (40 à 50 km)	9,30	10,40	7,66

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

Article 2

Il est également convenu ce qui suit au 1^{er} mars 2016 :

- prime d'outillage : 8,95 € par mois ;
- prime horaire pour travaux occasionnels : 0,90 € par heure.

Article 3

Le présent accord sera effectif au 1^{er} mars 2016.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1^{er} et 2 dudit accord.

Article 4

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)